



GORIOUX FARO ET ASSOCIÉS

COMMISSAIRE AUX COMPTES

Membre de la Compagnie Régionale Ouest Atlantique

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE

Inscrite au Tableau de l'Ordre

Conseil Régional de Bretagne

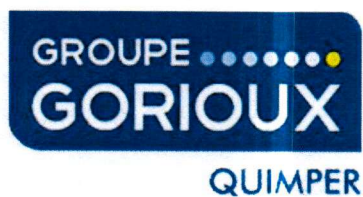
**Association
FESTIVAL DE CORNOUAILLE**

5 bis Rue de Kerfeunteun
29000 QUIMPER

**RAPPORTS DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES**

Exercice clos le 30 septembre 2025





GORIOUX FARO ET ASSOCIÉS

COMMISSAIRE AUX COMPTES

Membre de la Compagnie Régionale Ouest Atlantique

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE

Inscrite au Tableau de l'Ordre

Conseil Régional de Bretagne

**Association
FESTIVAL DE CORNOUAILLE**

5 bis Rue de Kerfeunteun
29000 QUIMPER

**RAPPORT DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 30 septembre 2025



Association FESTIVAL DE CORNOUAILLE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 Septembre 2025

Aux membres,

1- Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association FESTIVAL DE CORNOUAILLE relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2- Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} octobre 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « 1. Faits caractéristiques de l'exercice » de l'annexe des comptes annuels concernant le contrat d'apport associatif avec France Active de 50.000€ et la promesse de vente de l'immeuble.

3- Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4- Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

5- Responsabilités de la direction relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ses comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

6- Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre entité.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Quimper, le 8 décembre 2025

Pour le commissaire aux comptes
Goriot Faro & Associés



Aurélie JEGO

Actif		Au 30/09/2025			Au 30/09/2024	
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net		
Capital souscrit non appelé						
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de développement				
		Concessions, brevets et droits similaires	26 008	24 535	1 473	3 373
		Fonds commercial (1)				
		Autres immobilisations incorporelles				
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
		TOTAL	26 008	24 535	1 473	3 373
	Immobilisations corporelles	Terrains	47 500		47 500	47 500
		Constructions	427 500	207 252	220 247	234 495
		Inst. techniques, mat. out. industriels	11 483	11 483		
		Autres immobilisations corporelles	43 703	43 703		50
		Immobilisations en cours				
		Avances et acomptes				
			TOTAL	530 186	262 439	267 747
	Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations évaluées par équivalence				
		Autres participations				
		Créances rattachées à des participations				
		Titres immob. de l'activité de portefeuille				
		Autres titres immobilisés				
		Prêts				
		Autres immobilisations financières	500		500	500
		TOTAL	500		500	500
Total de l'actif immobilisé		556 694	286 974	269 720	285 919	
Actif circulant	Stocks	Matières premières, approvisionnements				
		En cours de production de biens				
		En cours de production de services				
		Produits intermédiaires et finis				
		Marchandises	2 504		2 504	3 151
		TOTAL	2 504		2 504	3 151
	Avances et acomptes versés sur commandes					
	Créances ⁽³⁾	Clients et comptes rattachés	4 156		4 156	8 676
		Autres créances	101 033		101 033	117 903
		Capital souscrit et appelé, non versé				
			TOTAL	105 189		105 189
Divers	Valeurs mobilières de placement					
	(dont actions propres :)					
	Instruments de trésorerie					
	Disponibilités	137 431		137 431	165 276	
	TOTAL	137 431		137 431	165 276	
Charges constatées d'avance		7 314		7 314	13 101	
Total de l'actif circulant		252 439		252 439	308 109	
Frais d'émission d'emprunts à étaler						
Primes de remboursement des emprunts						
Écarts de conversion actif						
TOTAL DE L'ACTIF		809 134	286 974	522 159	594 029	
Renvois :	(1) Dont droit au bail					
	(2) Dont part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières			500	500	
	(3) Dont créances à plus d'un an (brut)			10 500		
Clause de réserve de propriété		Immobilisations	Stocks	Créances cli		

Passif		Au 30/09/2025	Au 30/09/2024
Capitaux propres	Capital (dont versé :)		
	Primes d'émission, de fusion, d'apport		
	Ecart de réévaluation		
	Ecart d'équivalence		
	Réserves		
	Réserve légale		
	Réserves statutaires		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	-12 445	-82 908
Aut. fonds propres	Résultats antérieurs en instance d'affectation		
	Résultat de la période (bénéfice ou perte)	22 812	70 463
	Situation nette avant répartition	10 367	-12 445
	Subvention d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total		10 367	-12 445
Aut. fonds propres	Titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total			
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	21 691	24 233
Total		21 691	24 233
Dettes	Emprunts et dettes assimilées		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	211 674	188 685
	Emprunts et dettes financières divers (3)		
	Total	211 674	188 685
	Avances et acomptes reçus sur commandes (1)		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	133 158	246 695
	Dettes fiscales et sociales	24 143	18 234
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Dettes	Autres dettes		
	Instruments de trésorerie		
Total		157 301	264 930
Produits constatés d'avance		121 125	128 625
Total des dettes et des produits constatés d'avance		490 101	582 241
Écart de conversion passif			
TOTAL DU PASSIF		522 159	594 029
	Crédit-bail immobilier		
	Crédit-bail mobilier		
	Effets portés à l'escompte et non échus		
	Dettes et produits constatés d'avance, sauf (1), à plus d'un an	133 818	161 674
	à moins d'un an	356 282	420 567
Renvois : (2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques			
(3) dont emprunts participatifs			

		France	Exportation	Du 01/10/2024 Au 30/09/2025 12 mois	Du 01/10/2023 Au 30/09/2024 12 mois
Produits d'exploitation (1)	Ventes de marchandises	170 796		170 796	141 137
	Production vendue : - Biens				
	- Services	132 115		132 115	229 727
	Chiffre d'affaires net	302 911		302 911	370 865
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Produits nets partiels sur opérations à long terme				
	Subventions d'exploitation			539 500	573 951
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			2 541	5 533
	Autres produits			78 530	76 243
Total				923 483	1 026 594
Charges d'exploitation (2)	Marchandises Achats			59 201	71 854
	Variation de stocks			647	-1 351
	Matières premières et autres approvisionnements Achats				
	Variation de stocks				
	Autres achats et charges externes (3)			588 664	653 295
	Impôts, taxes et versements assimilés			7 168	6 626
	Salaires et traitements			159 202	143 025
	Charges sociales			58 188	46 285
	Dotations · sur immobilisations amortissements			16 198	16 209
	d'exploitation · sur actif circulant provisions				
Autres charges					1 554
				6 027	12 489
Total				895 299	949 990
Résultat d'exploitation			A	28 184	76 603
Opér. commun	Bénéfice attribué ou perte transférée		B		
	Perte supportée ou bénéfice transféré		C		
Produits financiers	Produits financiers de participations (4)				
	Produits financiers d'autres valeurs mobilières de placement et créances d'actif immobilisé (4)				
	Autres intérêts et produits assimilés (4)			60	610
	Reprises sur provisions, transferts de charges				
	Différences positives de change				
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total				60	610
Charges financières	Dotations financières aux amortissements et provisions				
	Intérêts et charges assimilées (5)			5 432	6 250
	Différences négatives de change				
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total				5 432	6 250
Résultat financier			D	-5 371	-5 640
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (± A ± B - C ± D)			E	22 812	70 963

		Du 01/10/2024 Au 30/09/2025 12 mois	Du 01/10/2023 Au 30/09/2024 12 mois
Produits exceptionnels	Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
	Produits exceptionnels sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions et transferts de charge		
	Total		
Charges exceptionnelles	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		500
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
	Total		500
Résultat exceptionnel		F	-500
Participation des salariés aux résultats		G	
Impôt sur les bénéfices		H	
BÉNÉFICE OU PERTE (± E ± F - G - H)		22 812	70 463
(1) Dont	produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs incidence après impôt des corrections d'erreurs		
(2) Dont	charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs incidence après impôt des corrections d'erreurs		
(3) Y compris	- redevances de crédit-bail mobilier - redevances de crédit-bail immobilier		
(4) Dont	produits concernant les entités liées		
(5) Dont	intérêts concernant les entités liées		

1. Faits caractéristiques de l'exercice

À la clôture de l'exercice du 30 septembre 2023, les fonds propres de l'association présentaient un solde négatif de 70 730 €. À la suite de deux exercices bénéficiaires, les fonds propres sont redevenus positifs au 30 septembre 2025 et s'établissent à 10 367 €.

Pour faire face à une trésorerie serrée, le Festival de Cornouaille a fait un CAA (Contrat d'Apport Associatif) avec France Active de 50 000€ sur un an à taux zéro, crédité en décembre 2024. Après négociation avec France Active, il sera remboursé mi-avril 2026.

L'Association Festival de Cornouaille a procédé à la mise en vente du bâtiment. Un compromis de vente a été signé pour 450 000€ le 6 août 2025.

2. Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis en conformité avec les règles et méthodes découlant des textes légaux et réglementaires applicables en France.

Ils respectent en particulier les dispositions des règlements de l'Autorité des Normes Comptables 2022-04 du 30 juin 2022 modifiant le règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif au Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Seules sont exprimées les informations significatives.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés en date du 25 novembre 2025.

3. Informations relatives aux postes du bilan

3.1. Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les coûts d'entrée d'une immobilisation incorporelle correspondent aux seuls coûts directs attribuables au projet.

Un actif immobilisé est amortissable lorsque sa durée d'utilisation est limitée.

En cas d'indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué à la clôture des comptes (article 214-15 du PCG). La valeur nette comptable de l'actif est alors comparée à sa valeur actuelle.

3.1.1. État de l'actif immobilisé (brut)

	Immobilisations	Début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur fin exercice
Incorp.	Frais d'établissement et de développement – TOTAL I	-	-	-	-
	Autres postes d'immobilisations incorporelles – TOTAL II	26 008	-	-	26 008
Corporelles	Terrains	47 500	-	-	47 500
	Construction sur sol propre	427 500	-	-	427 500
	Construction sur sol d'autrui	-	-	-	-
	Inst. gales, agencets et am. des constructions	-	-	-	-
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	11 483	-	-	11 483
	Installations générales, agencements, aménagements divers	2 456	-	-	2 456
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Matériel de bureau et mobilier informatique	41 247	-	-	41 247
	Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
	Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-
	TOTAL III	530 186	-	-	530 186
Financière	Participations évaluées par équivalence	-	-	-	-
	Autres participations	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-
	Prêts et autres immobilisations financières	500	-	-	500
	TOTAL IV	500	-	-	500
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)	556 695	-	-	556 695

3.1.2. Amortissements de l'actif immobilisé

L'amortissement pratiqué, qu'il soit linéaire ou dégressif, est équivalent à un amortissement calculé sur la durée d'utilisation réelle du bien.

Les durées moyennes d'amortissement retenues pour les principaux types d'immobilisations sont les suivantes :

- Concessions et Brevets : 3 ans
- Constructions et aménagement des constructions : 30 ans
- Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 ans
- Matériel de bureau et informatique : 3 à 5 ans
- Mobilier : 5 ans

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS					
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement - TOTAL I		-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles - TOTAL II		22 635	1 900	-	24 535
Terrains		-	-	-	-
Constructions	Sur sol propre	193 004	14 249	-	207 253
	Sur sol d'autrui	-	-	-	-
	Inst. gales, agcts et amgts constructions	-	-	-	-
Installations techniques, matériel et outillage industriels		11 483	-	-	11 483
Autres immobilisations corporelles	Inst. Générales, agencements, aménagements divers	2 456	-	-	2 456
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	41 197	50	-	41 247
	Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
TOTAL III		248 140	14 299	-	262 439
TOTAL GÉNÉRAL. (I+II+III)		270 775	16 199	-	286 974

Nature des augmentations

Augmentations (Dotations) de l'exercice	Ventilation des dotations			
	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles		1 900		
Immobilisations corporelles		14 299		
TOTAL		16 199		

Catégories d'immobilisations	Postes du résultat avec dotation		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Immobilisations incorporelles	1 900		
Immobilisations corporelles	14 299		
TOTAL	16 199		

3.1.3. Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	22 635	1 900	-	-	-	24 535
Corporelles	248 140	14 299	-	-	-	262 439
Financières	-		-		-	-
TOTAL	270 775	16 199	-	-	-	286 974

3.2. Actif circulant

3.2.1. Stocks et en-cours

Les stocks sont valorisés à leur coût d'acquisition par application de la méthode du premier entré, premier sorti.

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables à l'acquisition des produits finis, des matières premières et des services. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

3.2.2. Tableau des dépréciations de l'actif circulant

Rubriques	Situations et mouvements			
	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Créances	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-

3.3. Autres informations sur l'actif

3.3.1. État des échéances des créances à la clôture de l'exercice

ETAT DES CREANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-	-	-
	Prêts	-	-	-
	Autres immobilisations financières	500	500	-
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	-	-	-
	Autres créances clients	4 156	4 156	-
	Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie	Provisions pour dépréciation antérieurement constituée	-	-
	Personnel et comptes rattachés	-	-	-
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	-	-	-
	État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	10 500	-
		Taxe sur la valeur ajoutée	51 933	-
		Autres impôts, taxes et versements assimilés	-	-
		Divers	-	-
	Groupe et associés	-	-	-
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	38 600	38 600	-
	Charges constatées d'avance	7 315	7 315	-
TOTAL		113 004	102 504	10 500

Prêts Accordés en cours d'exercice	-
Remboursements obtenus en cours d'exercice	-

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Leur valeur d'inventaire fait l'objet d'une appréciation au cas par cas.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur nominale et/ou lorsque des difficultés de recouvrement sont clairement identifiées.

3.3.2. Charges constatées d'avance

Nature	Exploitation	Montants	
		Financier	Exceptionnel
Charges constatées d'avance	7 315		

3.3.3. Produits à recevoir

Libellés	Montant
INTÉRÊTS COURUS	
Immobilisations financières	-
Participations groupe	-
Participations Hors groupe	-
Clients	-
Associés	-
Valeurs mobilières de placements	-
AUTRES PRODUITS	
Factures à établir	-
RRR à obtenir, avoirs à recevoir	-
Personnel	-
Sécurité sociale	-
État	-
Divers	38 600
TOTAL	38 600

En produits à recevoir pour 38 600 € figurent notamment la subvention de la ville de Quimper pour l'aide au logement de 15 500 € et le mécénat Cozigou de 15 000€.

3.4. Passif

3.4.1. Capitaux propres

Variation des capitaux propres

Libellés	Début exercice	Augmentations	Diminutions	Fin Exercice
Capital	-	-	-	-
Réserves, primes et écarts	-	-	-	-
Report à nouveau	-82 909	70 463	-	-12 445
Résultat	70 463	22 813	70 463	22 813
Subventions d'investissement	-	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
TOTAL	-12 445	93 276	70 463	10 367

3.4.2. Provisions

Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminution : Reprise de l'exercice (1) (2)	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	-	-	-	-
Provisions pour risques	-	-	-	-
Provisions pour charges	24 233	-	2 542	21 691
TOTAL	24 233	-	2 542	21 691

Les provisions réglementées figurant au bilan représentent la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation.

La contrepartie des provisions réglementées est comptabilisée en charges exceptionnelles, au poste "Dotations aux provisions réglementées - Amortissements dérogatoires".

Sur l'exercice 2024, il a été décidé de porter en provision l'indemnité de départ à la retraite pour un montant de 13 733€ (12 179€ en compte de report à nouveau et le complément en charges).

Sur l'exercice 2025, une reprise a été comptabilisée pour un montant de 2 542€.

Les provisions pour risques et charges sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation. En fin d'exercice, cette estimation est faite en fonction des informations connues à la date d'établissement des comptes.

Classification des diminutions

Diminutions (reprises) de l'exercice	Ventilation des diminutions (reprises)		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées			
Provisions pour risques	2 542		
Provisions pour charges			
TOTAL	2 542		

Provisions pour risques et charges

Nature des Provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentation : Dotations de l'exercice	Diminution : Reprise de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour litiges	-	-	-	-
Provisions pour garanties données aux clients	-	-	-	-
Provisions pour pertes sur marchés à terme	-	-	-	-
Provisions pour amendes et pénalités	-	-	-	-
Provisions pour pertes de change	-	-	-	-
Provisions pour pensions et obligations similaires	13 733	-	2 542	11 191
Provisions pour impôts	-	-	-	-
Provisions pour renouvellement des immobilisations	-	-	-	-
Provisions pour gros entretiens	-	-	-	-
Provisions pour charges sociales et fiscale sur congés à payer	-	-	-	-
Autres provisions pour risques et charges	10 500	-	-	10 500
TOTAL	24 233	-	2 542	21 691

Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	11 191	-	11 191

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière.

Paramètres économiques pour le calcul de la dette actuarielle au 30/09/2024 :

- augmentation annuelle des salaires : 0.5% pour les cadres et 0.5% pour les non cadres
- taux d'actualisation et de revalorisation annuelle nette du fonds : 3.20% (inflation comprise)
- départ à la retraite à l'âge de 64 ans
- taux de rotation retenu faible
- taux de charges sociales patronales 37% pour les cadres et 31 % pour les non cadres
- Engagement au 30/09/2024 = 13 733€

Paramètres économiques pour le calcul de la dette actuarielle au 30/09/2025 :

- augmentation annuelle des salaires : 0.5% pour les cadres et 0.5% pour les non cadres
- taux d'actualisation et de revalorisation annuelle nette du fonds : 3.20% (inflation comprise)
- départ à la retraite à l'âge de 64 ans
- taux de rotation retenu faible
- taux de charges sociales patronales 37% pour les cadres et 31 % pour les non cadres
- Engagement au 30/09/2025 = 11 191€

3.4.3. Autres informations sur le passif

3.4.3.1. État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice

Les dettes sont enregistrées pour leur valeur nominale de remboursement. Elles ne font pas l'objet d'une actualisation.

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-	-	-	-
Autres emprunts obligataires		-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-	-	-	-
	à plus d'1 an à l'origine	211 674	77 856	120 400	13 419
Emprunts et dettes financières divers		-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés		133 158	133 158	-	-
Personnel et comptes rattachés		13 780	13 780	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		7 684	7 684	-	-
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	-	-	-	-
	Taxe sur la valeur ajoutée	1 801	1 801	-	-
	Obligations cautionnées	-	-	-	-
	Autres impôts, taxes et assimilés	879	879	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		-	-	-	-
Groupe et associés		-	-	-	-
Autres dettes (dont relatives à des opérations de pension de titres)		-	-	-	-
Dettes représentatives de titres empruntés ou remis en garantie		-	-	-	-
Produits constatés d'avance		121 125	121 125	-	-
TOTAL		490 101	356 282	120 400	13 419

Emprunts souscrits en cours d'exercice	50 000
Emprunts remboursés en cours d'exercice	27 012
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture	-

Produits constatés d'avance

Libellé	Montants		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
<i>Produits constatés d'avance</i>	121 125		

Les subventions de fonctionnement attribuées pour l'année 2025, ont été proratisées à hauteur de 9/12e. La quote-part correspondant à la période du 1er octobre au 31 décembre 2025 a été comptabilisée en produits constatés d'avance pour 121 125 €.

Cette somme se divise en :

- Ville de Quimper fonctionnement : 38 000 €
- Ville de Quimper aide au logement : 3 875 €
- Ville de Quimper artistes émergents : 3 500 €
- Département du Finistère : 13 750 €
- Région Bretagne : 50 000 €
- Drac : 2 000 €
- QBO Mod : 10 000 €

Charges à payer

Libellés	Montant
CONGES A PAYER	
Congés provisionnés	11 495
Charges sociales provisionnées	4 828
Charges fiscales provisionnées	-
INTERETS COURUS	
Emprunts et dettes assimilées	-
Dettes part. groupes	-
Dettes part. hors groupes	-
Dettes sociétés en participation	-
Fournisseurs	-
Associés	-
Banques	-
Concours bancaires courants	-
AUTRES CHARGES	
Factures à recevoir	19 861
RRR à accorder, avoirs à établir	-
Participation des salariés	-
Personnel	-
Sécurité sociale	-
Autres charges fiscales	864
Divers	-
TOTAL	37 048

4. Informations relatives aux postes du compte de résultat

4.1. Ventilation du chiffre d'affaires

	France	Export et communautaire	Total
Ventes marchandises	170 796	-	170 796
Production vendue :			
Biens	-	-	-
Services	132 115	-	132 115
Chiffre d'affaires net	302 911	-	302 911

5. Informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

5.1. Engagements financiers donnés et reçus

Nature d'engagements	Donnés	Reçus
Avals		
Cautionnements		
Garanties		
Créances cédées non échues		
Garanties d'actif et de passif		
Clauses de retour à meilleure fortune		
Engagements consentis à l'égard d'entités liées		
Engagements en matière de pensions ou d'indemnités assimilées		
Engagements assortis de sûretés réelles sur construction à l'actif	161 674	
Engagements pris fermes sur titres de capital et non-inscrits au bilan		
Engagements résultant de contrats qualifiés de « portage »		
Engagements consentis de manière conditionnelle		
TOTAL	161 674	
Dont concernant :	Montants	
Les dirigeants		
Les filiales		
Les participations		
Les autres entreprises liées		
Engagements assortis de sûretés réelles		161 674

5.2. Contributions volontaires

Les temps passés par les bénévoles de l'association lors de l'exercice sont estimés à 13 103 heures.

Soit une valorisation sur la base du Smic horaire en vigueur (en date du 1er mai 2025) de 11.88 €, à 155 664 € (les charges sociales sur les salariés rémunérés au Smic étant négligeables).

Par ailleurs, la ville de Quimper met à la disposition de l'association ses services techniques pendant le Festival de Cornouaille.

Elle transmet habituellement une valorisation de ses temps passés (valorisation qui n'est pas facturée mais comptabilisée par un compte transferts de charges).

Cette année (comme la précédente d'ailleurs), la ville n'a pas eu le temps de transmettre cette information à l'association et elle ne figure donc pas dans les comptes.

6. Événements postérieurs à la clôture

Néant



GORIOUX FARO ET ASSOCIÉS

COMMISSAIRE AUX COMPTES
Membre de la Compagnie Régionale Ouest Atlantique

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE
Inscrite au Tableau de l'Ordre
Conseil Régional de Bretagne

**Association
FESTIVAL DE CORNOUAILLE**

5 bis Rue de Kerfeunteun
29000 QUIMPER

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS
REGLEMENTEES**

Exercice clos le 30 septembre 2025



Association FESTIVAL DE CORNOUAILLE

**Rapport spécial du Commissaire aux Comptes
sur les conventions réglementées**

Réunion de l'organe délibérant à l'approbation des comptes clos le 30 septembre 2025

Aux membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTION SOUMISE A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.612-5 du code de commerce.

Fait à Quimper, le 8 décembre 2025

Pour le commissaire aux comptes
Gorioux Faro & Associés



Aurélie JEGO